

L'économie française serait-elle plus résiliente que l'économie allemande ?



Ou l'écueil du mercantilisme

Depuis près de vingt ans, nous vivons avec la perception que l'économie allemande fait preuve d'exemplarité en Europe : un tissu industriel étendu, un réseau d'ETI développé, des investissements constants en recherche et développement. Et pourtant, cette réussite ne serait-elle le masque de problèmes structurels majeurs qui pourraient entraîner un déclassement de l'Allemagne au profit de la France ?

Par Léa SCHÜLER-ALLAL

AXE PHARE "CROISSANCE & INNOVATION"

L'économie allemande est la première au rang européen, en réalisant à elle seule 21 % du PIB de l'Union Européenne, et l'une des plus attractives du monde d'après l'étude « European Attractiveness Survey 2019 » d'Ernst & Young. Cependant, l'Allemagne subit de plein fouet le conflit russo-ukrainien avec la hausse des coûts, l'affaiblissement du commerce mondial et le vieillissement démographique ; le ministre de l'Economie Robert HABECK ayant annoncé un recul du PIB de 0,4% en 2023. Simple rhume ponctuel ou grippe durable ?

La perception d'un modèle économique allemand herculéen

« L'Allemagne était l'homme malade de l'Europe, elle est aujourd'hui guérie. Elle était réputée irréformable, elle a su se réformer » (Gerhard SCHRÖDER, chancelier allemand de 1998 à 2005).

Au cours de ces vingt dernières années, le modèle allemand a fait preuve de mutations indéniables pour revenir au premier plan de la scène économique européenne et mondiale. Ce modèle allemand, constitué d'une économie de marché sociale (*soziale Marktwirtschaft*) et de *Mittelstand*, est souvent présenté comme constitutif de l'essor économique de l'Allemagne et de son renouveau suite aux difficultés de l'après-guerre. Il est souvent présenté comme étant un modèle de réussite à imiter pour retrouver croissance, niveau de chômage bas et maîtrise du déficit budgétaire.

On opposait souvent à une économie allemande industrielle, faite d'un tissu d'entreprises de taille variée investissant sans hésitation dans l'innovation, une économie française de services, majoritairement dominée par des grandes entreprises et avec une tendance à négliger le financement de la R&D. En effet, la valeur ajoutée industrielle de la France était de 13% contre plus de 23% en Allemagne en 2017. De plus, l'Allemagne a su augmenter ses investissements de 3,2% entre 2007 et 2015 contre 2% en France.

A cela s'ajouterait également la performance du modèle scolaire allemand, pierre angulaire du développement économique et social. Le « choc PISA » (Programme International pour le Suivi des Acquis) en 2000 avait poussé l'Allemagne à réformer son système éducatif en profondeur. Le pays se trouvait ainsi classé un peu avant la France sur l'enquête 2018, juste au-dessus de la moyenne de l'OCDE.

Ce match avec le pays outre-rhin ne cesse de se jouer, mais il se pourrait notre concurrent s'essouffle pendant que nous continuons à nous développer sur nos forces déjà acquises.

Des avantages structurels en France, des faiblesses en Allemagne

« C'est un jeu qui se joue à onze contre onze pendant quatre-vingt-dix minutes et, à la fin, c'est l'Allemagne qui gagne. » (Gary LINEKER, joueur de football britannique) – toujours vrai ?

Les réformes SCHRÖDER engagées au début des années 2000 et synonymes de rigueur visant à remettre le modèle économique allemand sur le droit chemin ont certes eu les effets escomptés, mais au détriment des investissements publics comme les réseaux ferroviaires ou routiers, en partie délabrés. Un pont menaçait par exemple de s'effondrer près de Francfort, entraînait la déviation de 80 000 véhicules par jour. Si le pays peut s'endetter pour rénover ses infrastructures, l'Allemagne devra attendre plusieurs années avant de retrouver un niveau acceptable. Au contraire, la France a pris beaucoup d'avance sur le développement des lignes à grandes vitesses avec un trafic trois fois plus importants et une performance bien supérieure. La *Deutsche Bahn* avait inauguré la nouvelle ligne à grande vitesse entre Berlin et Munich en 2017 pour rejoindre les deux villes (environ 600 kilomètres) en 2 heures contre 4 heures avec les ICE alors qu'un Paris-Marseille (environ 800 kilomètres) se faisait en 3 heures depuis 2001.

Autre faiblesse majeure de notre voisin, une démographie pour le moins préoccupante. Le taux de natalité se situe à 1,5 enfant par femme depuis 1973 et la dernière vague d'immigration n'a pas assez d'effet sur le long terme. La population en âge de travailler baisse de 1% par an, pesant ainsi sur la demande intérieure, la productivité, et donc la croissance. La croissance potentielle de l'Allemagne se révèle négative de 0,5% en moyenne pour les vingt ans à venir, alors qu'elle serait positive en France de 1%. La France n'a, toutefois, pas à s'enorgueillir d'un taux de fécondité de 1,8 en 2020, en baisse constante depuis 2010.

Par ailleurs, le coût de la transition énergétique pourrait être deux fois supérieur en Allemagne par rapport à la France, un Allemand émettant en moyenne 7,5 tonnes de CO2 par an, contre 4 tonnes pour un Français. Ceci s'explique encore une fois par des choix historiques peu prévoyants : un poids de l'industrie notamment dans les secteurs du ciment,

de l'acier, de l'aluminium presque deux fois plus important et une structure énergétique ayant remplacé le nucléaire par du gaz russe et du charbon à hauteur de 40%.

Dernier point, la France pourrait bien sortir grande gagnante du Brexit. En effet, Paris devrait continuer à accueillir bien plus de postes financiers délocalisés de Londres que Francfort, notamment grâce à l'attractivité du régime fiscal des expatriés et de la qualité de vie, plus proche de celle de la City.

Sauver l'Europe de la menace du modèle allemand

La France s'est trouvée encore récemment dans une passe économique difficile ; et pourtant, comme vu plus haut, ses perspectives à long terme sont bien meilleures que celles de l'Allemagne.

Alors pour une fois, extirpons-nous de ce carcan de déclin français si cher à Nicolas BAVEREZ et mettons-nous à croire au modèle français qui sera très certainement amené à surprendre le monde et à nous surprendre les premiers.

Aussi, cessons premièrement d'admirer un modèle allemand qui a été tellement loué par des analyses bien trop simplistes. Nous pouvons, certes, nous inspirer de certaines de ses caractéristiques,

mais tenter de répliquer ce modèle serait une aberration et même néfaste à la stabilité de notre modèle économique actuel.

A la place, continuons à travailler sur nos faiblesses (e.g., la place des entreprises de taille intermédiaire, la création d'écosystèmes acteurs publics-entreprises-laboratoires/universités) et concentrons nos efforts pour renouveler et cueillir les fruits disponibles sur les branches.

Toutefois, n'oublions pas que l'économie française est extrêmement liée à l'économie allemande ; une récession en Allemagne touchant plus nettement la France que les autres pays européens. En effet, dans l'hypothèse extrême d'une chute de 50 % des exportations allemandes, la production industrielle française reculerait de 9,5% selon les calculs de la Deutsche Bank. Aussi, il est dans notre intérêt de continuer à soutenir notre partenaire, par exemple *via* la livraison de gaz pour continuer à faire tourner les usines outre-rhin et éviter une flambée de certains prix comme ceux du géant de la chimie allemande BASF par exemple qui serait répercutée sur les entreprises et les particuliers français en partie.

De plus, compte tenu du poids des deux économies au sein de l'UE, la coopération économique franco-allemande est primordiale pour le renforcement de l'Europe, surtout dans les épreuves que traverse l'UE actuellement. Aussi, le but n'étant pas de souhaiter que l'Allemagne s'enlise dans ses difficultés mais bien au contraire d'agir comme partenaire et de la soutenir pour compenser au mieux ses faiblesses. Une mauvaise santé de l'économie allemande n'est pas une bonne nouvelle pour l'UE et encore moins pour la France.

L'Allemagne qui avait remonté depuis 5 ans son coût unitaire du travail (notamment avec l'augmentation des salaires) serait tentée de le réduire à nouveau, affaiblissant ainsi la compétitivité dans les autres pays européens actuellement fragilisés comme la Grèce, l'Espagne et le Portugal. C'est sur ce terrain que la France devra agir pour éviter une implosion de la zone Euro et des répercussions négatives pour sa propre économie. ■

Nos recommandations

pour accompagner l'économie allemande et éviter un délitement de l'Union européenne

Repenser le partenariat franco-allemand

A l'heure d'une divergence politique dans le couple, il est nécessaire de réfléchir aux valeurs fondamentales des deux pays et à leur rôle dans l'Union Européenne à l'aune des crises existantes

Soutenir notre voisin sur le plan énergétique

A court-terme, approvisionner l'Allemagne en énergie dans des conditions préalablement établies et sans nuire aux besoins de la France